



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
8 décembre 2010
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Neuvième session

Bonn, 21-25 février 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire

Évaluation de la mise en œuvre de la Convention au moyen d'indicateurs de résultats

**Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays
parties touchés et des pays parties développés, des organismes des Nations Unies
et des organisations intergouvernementales, et du Fonds pour l'environnement
mondial au sujet de l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie**

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales, et du Fonds pour l'environnement mondial au sujet de l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les pays parties touchés et les pays développés parties, le Fonds pour l'environnement mondial et le Mécanisme mondial au sujet de l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie: plaidoyer, sensibilisation et éducation. Il contient également une analyse de trois indicateurs de résultats consolidés au plan mondial, assortie d'une analyse complémentaire plus détaillée aux plans sous-régional et régional.

Dans le document sont proposées un certain nombre de conclusions sur l'état d'avancement des activités liées à l'objectif opérationnel 1 (perspective axée sur les points de comparaison), ainsi que des recommandations aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention au sujet de la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les activités correspondantes en vue d'atteindre cet objectif (perspective axée sur les objectifs).

Les Parties et autres entités concernées ayant soumis leur premier rapport selon une démarche reposant sur les indicateurs, certaines considérations relatives à l'application des indicateurs et la communication d'informations sur ces indicateurs sont également présentées dans le document ICCD/CRIC(9)/10 qui enrichit le processus itératif.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
II. Indicateur de résultats CONS-O-1 du résultat 1.1.....	4–38	3
A. Analyse au plan mondial	4–13	3
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	14–33	7
C. Pays développés parties	34–37	14
D. Fonds pour l’environnement mondial.....	38	15
III. Indicateur de résultats CONS-O-3 du résultat 1.3.....	39–68	16
A. Analyse au plan mondial	39–45	16
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	46–62	18
C. Pays développés parties	63–65	21
D. Fonds pour l’environnement mondial.....	66	22
E. Mécanisme mondial.....	67–68	22
IV. Indicateur de résultats CONS-O-4 du résultat 1.3.....	69–94	23
A. Analyse au plan mondial	69–74	23
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	75–89	25
C. Pays développés parties	90–93	29
D. Fonds pour l’environnement mondial.....	94	30
V. Conclusions.....	95–100	30
VI. Recommandations.....	101	31

I. Introduction

1. Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les Parties et les observateurs au sujet de l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie: plaidoyer, sensibilisation et éducation¹.

2. Pour chacun des indicateurs de résultats attachés à l'objectif opérationnel 1 (voir chap. II, III et IV ci-après), une section consacrée à l'analyse au plan mondial décrit la situation par rapport à l'indicateur selon une perspective mondiale, en s'appuyant sur les informations communiquées par les pays parties touchés et par les pays développés parties. Des informations plus détaillées sont présentées dans les sections suivantes consacrées à l'analyse aux plans sous-régional et régional pour les pays parties touchés ainsi que pour les pays développés parties², le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Mécanisme mondial, selon que de besoin.

3. Les conclusions d'ensemble sur l'état d'avancement des activités liées à l'objectif opérationnel 1 (OO 1), qui figurent en fin de document, portent sur les questions importantes ayant trait aux informations de référence pour les indicateurs de résultats (perspective axée sur les points de comparaison). Des recommandations ont été formulées aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention («le Comité») au sujet de la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les activités en vue de la réalisation des objectifs de la Stratégie (perspective axée sur les objectifs). Selon le cadre axé sur les résultats, le Comité pourrait souhaiter énoncer à l'intention des Parties et des institutions relevant de la Convention des orientations concrètes permettant d'assurer le suivi des recommandations ciblées, dont la Conférence des Parties serait saisie pour examen.

II. Indicateur de résultats CONS-O-1 du résultat 1.1

Nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse (DDTS), et synergies entre la DDTS, les changements climatiques et la biodiversité; public touché par les médias traitant de la DDTS et des synergies avec la DDTS.

(Voir CONS-O-1 dans la décision 13/COP.9, annexe III.)

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants

4. Selon les informations communiquées par les pays parties touchés et par les pays développés parties, un nombre impressionnant d'activités d'information ont été organisées au cours des années sur lesquelles portaient les rapports soumis. Plus de 100 000 manifestations ont été organisées en 2008 et près du double l'ont été en 2009. En

¹ Voir décision 3 de la huitième Conférence des Parties (3/COP.8), dans le document publié sous la cote ICCD/COP(8)/16/Add.1.

² Y compris les organisations d'intégration économique régionale créées par les pays développés (telles que l'Union européenne dans le présent processus de notification et d'examen).

moyenne, ce sont donc 275 activités qui ont été menées chaque jour dans plus de 100 pays en 2008, et 520 en 2009³.

Tableau 1

Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Number of information events 2008</i>	<i>Number of information events 2009</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2008</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2009</i>
Africa	70 853	65 849	21 543 770	38 957 995
Asia	25 618	120 501	210 976 607	213 267 085
Latin America and the Caribbean	1 260	2 235	3 537 180	6 065 847
Northern Mediterranean	71	105	3 507 718	9 535
Central and Eastern Europe	2 034	1 768	62 455	91 400
Developed country Parties	499	504	164 160	163 779
Global (total)	100 335	190 962	239 791 890	258 555 641

5. La région la plus active a été l'Afrique en 2008 et l'Asie en 2009, ce qui est conforme à l'analyse faite ci-après selon laquelle ces deux régions sont très avancées s'agissant de la proportion de leur population qui est informée de la DDTS et des synergies entre DDTS, changements climatiques et biodiversité. Une forte augmentation du nombre de participants a été enregistrée en Afrique en 2009 par rapport à 2008, alors même que le nombre d'activités organisées était moindre, ce qui pourrait indiquer que les activités en question ont gagné en efficacité et laisserait présager de bons résultats en matière de sensibilisation de la population en général à la DDTS et aux questions connexes.

6. Bien que les pays d'Europe centrale et orientale aient organisé un grand nombre d'activités d'information par rapport à l'ampleur de leur population, le nombre estimatif de participants à ces activités n'est pas le seul élément entrant en compte dans la proportion très élevée de la population qui est informée de la DDTS et des questions connexes, comme indiqué ci-après. L'une des explications envisageables est que la population était déjà informée avant la période à l'examen (2008-2009) ou, plus vraisemblablement, qu'il a été recouru à la presse écrite, à la télévision ou aux technologies de l'information et de la communication pour diffuser l'information sur la DDTS. Les résultats obtenus par les pays parties visés à l'annexe V sont remarquables si l'on considère que ces pays sont essentiellement préoccupés par les questions de dégradation des terres et qu'ils ne sont devenus qu'assez récemment parties à la Convention en tant que région à part entière visée par l'annexe V.

7. Si les chiffres communiqués pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes dénotent un nombre limité d'activités, il semble que le nombre de participants à ces activités soit relativement élevé. Toutefois, par rapport aux autres régions, la proportion de

³ À l'évidence, les chiffres figurant dans le tableau 1 doivent être analysés avec circonspection, sachant en particulier qu'ils correspondent au nombre estimatif de participants aux activités d'information, et que les pays peuvent avoir recouru à des méthodes différentes pour calculer le nombre de participants; il faut donc se montrer prudent lorsqu'il s'agit de comparer ces données. Néanmoins, les chiffres peuvent fournir un outil de référence permettant de comprendre la façon dont les pays perçoivent la nécessité d'informer leur population sur la DDTS, et peuvent aussi servir de point de comparaison pour l'évaluation des tendances à l'avenir.

la population qui est informée de la DDTS (7 % au cours de la période à l'examen) demeure assez faible.

8. Les chiffres des pays de la Méditerranée septentrionale indiquent que le nombre d'activités d'information et de leurs participants sont cohérents par rapport au pourcentage de la population atteinte. La grande exception est l'Espagne qui a fait part pour 2008 d'un nombre élevé de participants aux activités d'information menées cette année-là. Cela pourrait fort bien être lié au fait que la huitième Conférence des Parties s'est tenue à Madrid fin 2007, incitant le Gouvernement espagnol à organiser des manifestations sur le thème de la DDTS, qui ont attiré un grand nombre de participants.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2018, 30 % de la population mondiale sera informée de la DDTS et des synergies avec les changements climatiques et la biodiversité.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-1, objectif.)

9. Actuellement, 25,4 % de la population des pays ayant communiqué des informations au sujet de ce paramètre est informée de la DDTS ou des synergies avec les changements climatiques et la biodiversité, ce que l'on peut considérer comme un très bon résultat. Bien que l'objectif de 30 % soit fixé à l'échelle mondiale et non aux échelons régional, sous-régional ou national, ce taux peut servir de paramètre ou seuil indicatif pour les initiatives régionales, sous-régionales et nationales.

10. Deux régions touchées par la DDTS (l'Afrique et l'Europe centrale et orientale) ont déjà atteint ce seuil, et l'Asie en est très proche. Cela revêt une certaine importance sachant que l'Asie est la région la plus peuplée du monde et l'Afrique la région prioritaire au regard de la Convention (voir art. 7 de la Convention).

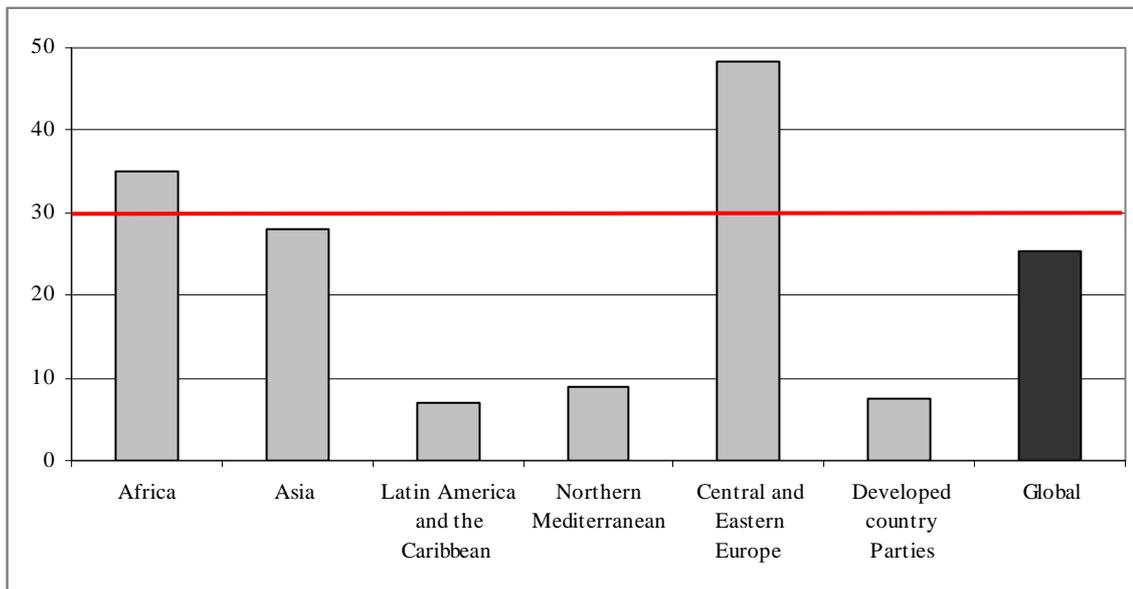
11. Si l'on considère le nombre d'activités et les pourcentages indiqués pour la population informée de la DDTS et de ses synergies dans les pays parties visés aux annexes III et IV ainsi que dans les pays développés parties, et sachant qu'il importe que la communauté internationale soit informée et avertie des efforts requis pour mettre en œuvre la Convention, et qu'elle y apporte son appui, il faut consentir de nouveaux efforts en matière de sensibilisation et d'éducation à l'échelle mondiale sur la DDTS et ses synergies afin de permettre à ces groupes d'atteindre le seuil fixé.

Tableau 2

Pourcentage de la population qui est informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Percentage of population informed about DLDD and/or DLDD synergies with climate change and biodiversity</i>
Africa	35
Asia	28
Latin America and the Caribbean	7
Northern Mediterranean	8,9
Central and Eastern Europe	48,4
Developed country Parties	7,5
Global (total)	25,4

Figure 1
Pourcentage de la population qui est informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité (au plan mondial, par région)



3. Évaluation qualitative

«Les informations relatives aux processus de communication font-elles partie d’une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux?»

(Voir ICCD/CRIC(9)/INF.2, sect. II.C.1, modèle établi pour CONS-O-1.)

12. Sur les 101 pays ayant soumis des informations, 88 ont répondu à cette question, dont 52 par l’affirmative et 36 par la négative. Il est intéressant de constater que le niveau de connaissance de la DDTS est globalement assez élevé bien que plus du tiers des pays ne fassent apparemment aucun effort pour relever ce niveau de connaissance en recourant à une stratégie de communication spécifiquement consacrée aux questions d’environnement.

13. Il semble clair que, à l’exception de l’Europe centrale et orientale, l’existence d’une stratégie de communication nationale favorise l’obtention de meilleurs résultats dans l’action menée en vue de faire connaître la DDTS à la population. La grande majorité des pays africains et asiatiques, dont le taux de connaissance de la DDTS est élevé, disposent d’une telle stratégie.

Tableau 3
Existence d'une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	19	7
Asia	20	8
Latin America and the Caribbean	6	10
Northern Mediterranean	1	4
Central and Eastern Europe	4	5
Developed country Parties	2	2
Global	52	36

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants

a) Afrique

14. En Afrique, le nombre d'activités d'information menées a reculé de 7 % entre 2008 et 2009, passant de 70 853 à 65 849. L'Afrique de l'Ouest est le fer de lance de l'action menée pour organiser des activités d'information sur la DDTS ou les synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité en Afrique: elle a représenté à elle seule 91 % du nombre total de manifestations organisées sur le continent en 2008 et 98 % en 2009.

15. Il convient de noter que, si le nombre d'activités d'information en Afrique a légèrement baissé au cours de la période 2008-2009, le nombre de participants a parallèlement augmenté d'environ 17,5 millions de personnes, soit de 80 %. En Afrique de l'Est, par exemple, le nombre de participants en 2009 a triplé par rapport à 2008. En Afrique australe, le nombre d'activités d'information est demeuré inchangé entre 2008 et 2009, mais le nombre de participants a augmenté de 25,4 %. De même, l'Afrique de l'Ouest a enregistré une augmentation de 33,6 % du nombre de participants entre 2008 et 2009, tandis que le nombre d'activités d'information restait presque constant.

Tableau 4
Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants (Afrique)

<i>Subregion</i>	<i>Number of information events 2008</i>	<i>Number of information events 2009</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2008</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2009</i>
Central Africa	5 332	355	72 265	104 150
Eastern Africa	341	360	5 507 367	17 898 820
Northern Africa	98	120	39 075	30 480
Southern Africa	565	549	4 275 844	5 360 831
Western Africa	64 517	64 465	11 649 219	15 563 714
Africa (total)	70 853	65 849	21 543 770	38 957 995

b) *Asie*

16. En Asie, le nombre d'activités d'information se rapportant à la DDTS et à ses synergies avec les changements climatiques et la biodiversité a explosé (370 % d'augmentation), passant de 25 618 en 2008 à 120 501 en 2009. Si la tendance générale a été positive pour l'ensemble des pays, l'Inde a fait part d'une multiplication par 10 de ces activités (en excluant l'Inde, l'augmentation pour le continent asiatique ne serait plus que de 19 %). Le nombre d'activités menées a oscillé entre 2 et 102 786, quatre pays se partageant 96 % des manifestations organisées en 2009 en Asie (1 809 au Myanmar, 5 633 en Indonésie, 5 286 en République islamique d'Iran et 102 786 en Inde).

17. Le nombre de participants aux activités en 2009 n'a augmenté que de façon anecdotique (1 %) par rapport à 2008. Toutefois, les chiffres présentés n'incluent pas le pays présentant le nombre le plus élevé d'activités (Inde), celui-ci n'ayant pas renseigné sur ce paramètre. Les chiffres doivent donc être interprétés avec prudence. Dans l'ensemble, il ressort que le nombre moyen de participants par activité a baissé de 15 % en 2009 par rapport à 2008, oscillant entre quelques centaines et plusieurs milliers de participants.

Tableau 5

Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>Number of information events 2008</i>	<i>Number of information events 2009</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2008</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2009</i>
Central Asia	519	596	18 164	21 415
East Asia	51	71	518 636	617 038
Pacific	41	51	5 632	11 242
South Asia	13 405	106 667	301 359	335 086
South East Asia	7 200	7 554	204 067 657	205 389 294
West Asia	4 402	5 562	6 065 159	6 893 010
Asia (total)	25 618	120 501	210 976 607	213 267 085

c) *Amérique latine et Caraïbes*

18. L'analyse du nombre d'activités d'information menées dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes montre une augmentation de près de 50 % de l'activité au niveau régional entre 2008 et 2009. Le nombre de participants est passé de 3,5 millions en 2008 à approximativement 6 millions en 2009. Les données communiquées indiquent une augmentation en 2009 du nombre d'activités dans toutes les sous-régions de l'Amérique latine et des Caraïbes par rapport à 2008, la tendance étant la plus marquée dans la sous-région andine (140 % d'augmentation). Cette information doit toutefois être interprétée à la lumière des résultats relativement modestes enregistrés par ces sous-régions pour ce qui est du pourcentage de la population étant informée de la DDTS et de ses synergies avec les changements climatiques et la biodiversité (voir ci-après).

19. L'augmentation du nombre de participants concorde avec l'augmentation du nombre d'activités d'information menées dans les sous-régions, exception faite de la sous-région de l'Amérique centrale, où l'augmentation du nombre d'activités a coïncidé avec une diminution du nombre de participants.

Tableau 6
Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants
(Amérique latine et Caraïbes)

<i>Subregion</i>	<i>Number of information events 2008</i>	<i>Number of information events 2009</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2008</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2009</i>
Andean	342	942	1 008 824	2 006 799
Caribbean	320	344	722 674	868 305
Mesoamerica	96	125	455 199	291 093
South Cone	452	824	1 350 483	2 899 650
Latin America and the Caribbean (total)	1 260	2 235	3 537 180	6 065 847

d) *Méditerranée septentrionale*

20. Le nombre d'activités d'information ayant trait à la DDTS et à ses synergies avec les changements climatiques et la biodiversité menées dans la région de la Méditerranée septentrionale est passé de 71 en 2008 à 105 en 2009 (gagnant 68 %). La tendance est toutefois très variable d'un pays à l'autre de la région: au Portugal et en Albanie, elle a été très positive; en Italie, et plus remarquablement en Espagne, elle a été négative. Un pays (l'Espagne) a fait part d'un nombre très élevé de participants en 2008 (supérieur à 3,5 millions), et la diminution enregistrée entre 2008 et 2009 dans le nombre total de participants pour l'ensemble de la région paraît donc spectaculaire.

Tableau 7
Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants
(Méditerranée septentrionale)

	<i>Number of information events 2008</i>	<i>Number of information events 2009</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2008</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2009</i>
Northern Mediterranean (total)	71	105	3 507 718	9 535

e) *Europe centrale et orientale*

21. En Europe centrale et orientale, les activités d'information organisées en 2009 ont été moins nombreuses qu'en 2008 (en baisse de 13 %). La Serbie se distingue dans la région, avec plus des trois quarts de l'ensemble des manifestations de la région. Le nombre de participants a toutefois augmenté de 46 %.

Tableau 8
Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants
(Europe centrale et orientale)

	<i>Number of information events 2008</i>	<i>Number of information events 2009</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2008</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2009</i>
Central and Eastern Europe (total)	2 034	1 768	62 455	91 400

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2018, 30 % de la population mondiale sera informée de la DDTS et des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité.
 (Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-1, objectif.)

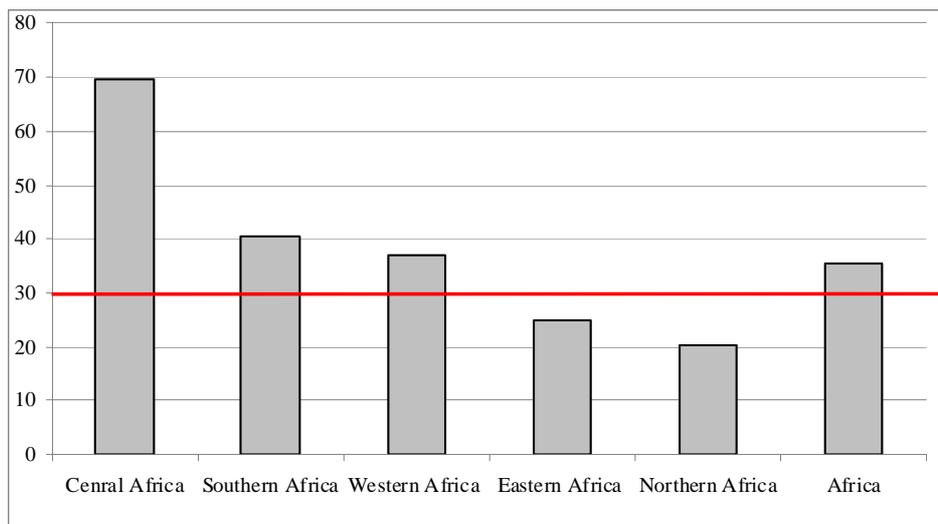
a) Afrique

22. En Afrique, la proportion de la population qui est informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité est de 35 %, ce qui correspond à 154,5 millions de personnes. Elle s'élève à 70 % (15,4 millions de personnes) en Afrique centrale; 41 % (31,3 millions) en Afrique australe; 37 % (80,7 millions) en Afrique de l'Ouest; 25 % (17,7 millions) en Afrique de l'Est; et 20 % (9,4 millions) en Afrique du Nord.

23. Il est intéressant de noter que la gamme des valeurs de ce pourcentage est très étendue sur le continent: elle va de 1 % pour deux pays à 93 % pour un autre. Les écarts d'un pays à l'autre d'une même sous-région sont aussi notables: en Afrique centrale, la proportion va de 1 % à 93 %, en Afrique australe de 1 % à 60 %, et en Afrique de l'Ouest de 5 % à 80 %. Au total, 11 pays ont déjà atteint le seuil de 30 % fixé tandis que 15 ne l'ont pas encore atteint et 4 n'ont pas communiqué cette information.

Figure 2

Pourcentage de la population qui est informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité (Afrique, par sous-région)

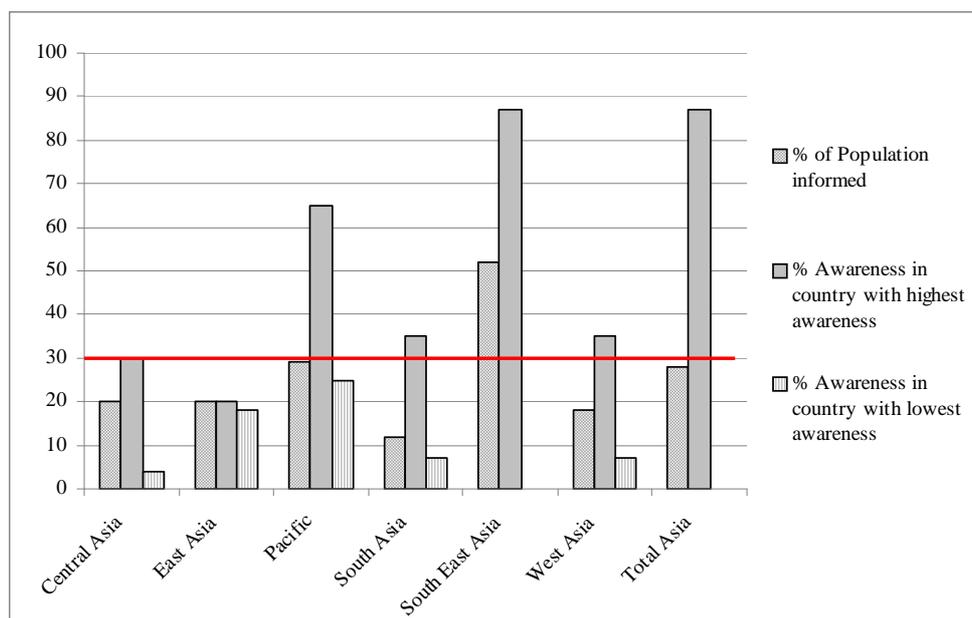


b) Asie

24. En Asie, 28 % de la population est déjà informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité. L'Asie du Sud-Est présente le taux le plus élevé (52 %) et, dans les autres sous-régions, le taux va de 12 % en Asie du Sud à 29 % dans le Pacifique.

25. Comme en Afrique, les écarts sont importants d'un pays partie à l'autre de la région: le pourcentage va de 0 % et 1 % dans deux pays de l'Asie du Sud-Est à 80 % et 87 % dans deux autres de la même sous-région, par exemple. Sur les 26 pays asiatiques ayant renseigné sur ce paramètre, 9 ont déjà atteint le seuil de 30 %, et 17 ne l'ont pas atteint.

Figure 3
Pourcentage de la population informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité (Asie, par sous-région)



c) *Amérique latine et Caraïbes*

26. Les rapports nationaux soumis par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes montrent que dans cette région 7 % de l'ensemble de la population est informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité. Deux pays des Caraïbes ont déjà atteint le seuil de 30 %. Aucune sous-région n'y est encore parvenue: 8 % dans la sous-région andine, 11 % dans les Caraïbes, 16 % en Amérique centrale et 3 % dans la sous-région du cône Sud.

Figure 4
Pourcentage de la population informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité (Amérique latine et Caraïbes)

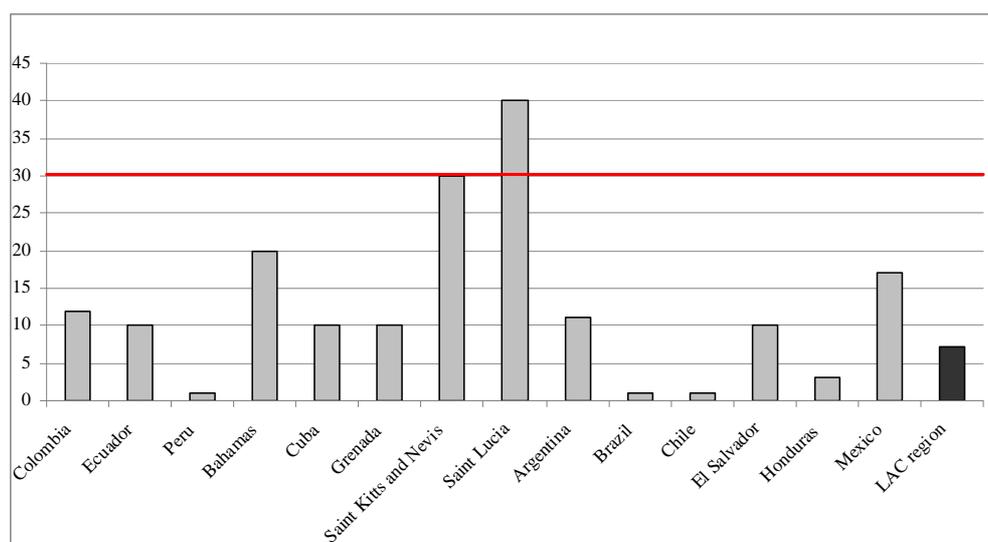
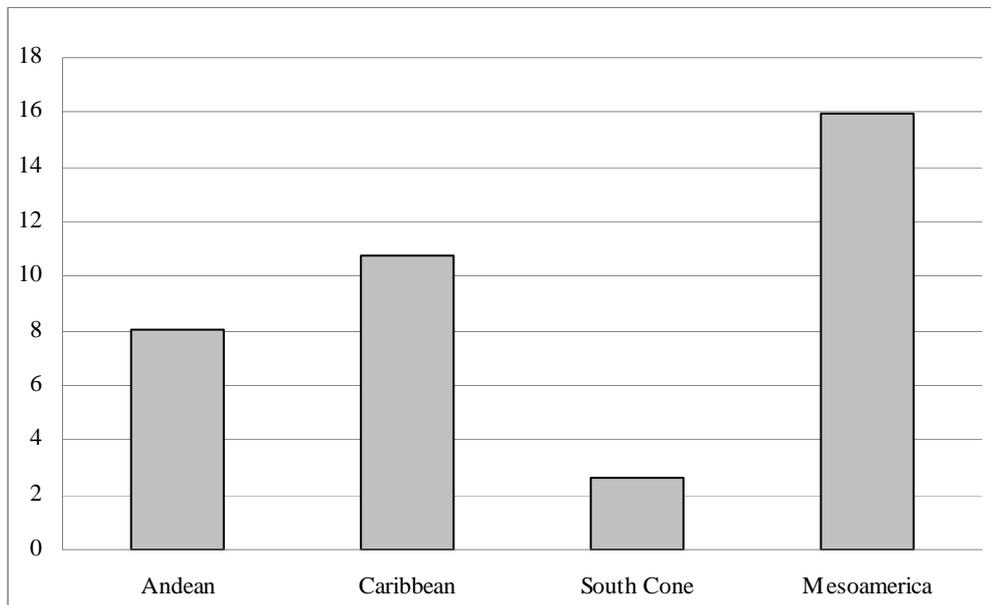


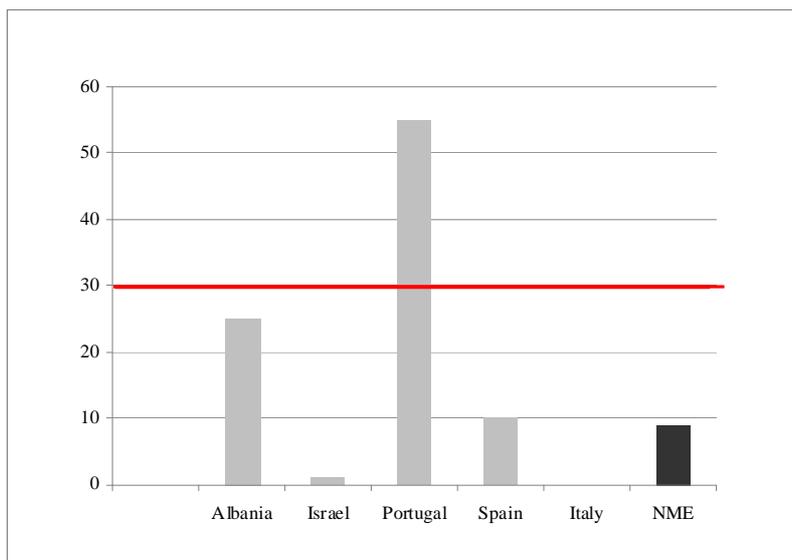
Figure 5
Pourcentage de la population informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité (Amérique latine et Caraïbes, par sous-région)



d) *Méditerranée septentrionale*

27. La région de la Méditerranée septentrionale a indiqué que 8,9 % de sa population est informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité. Au sein de la région, les valeurs de ce paramètre sont nettement disparates. Le Portugal franchit largement le seuil fixé, avec 55 % de sa population informée, l’Albanie venant immédiatement après avec un taux de 25 %.

Figure 6
Pourcentage de la population informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité (Méditerranée septentrionale)

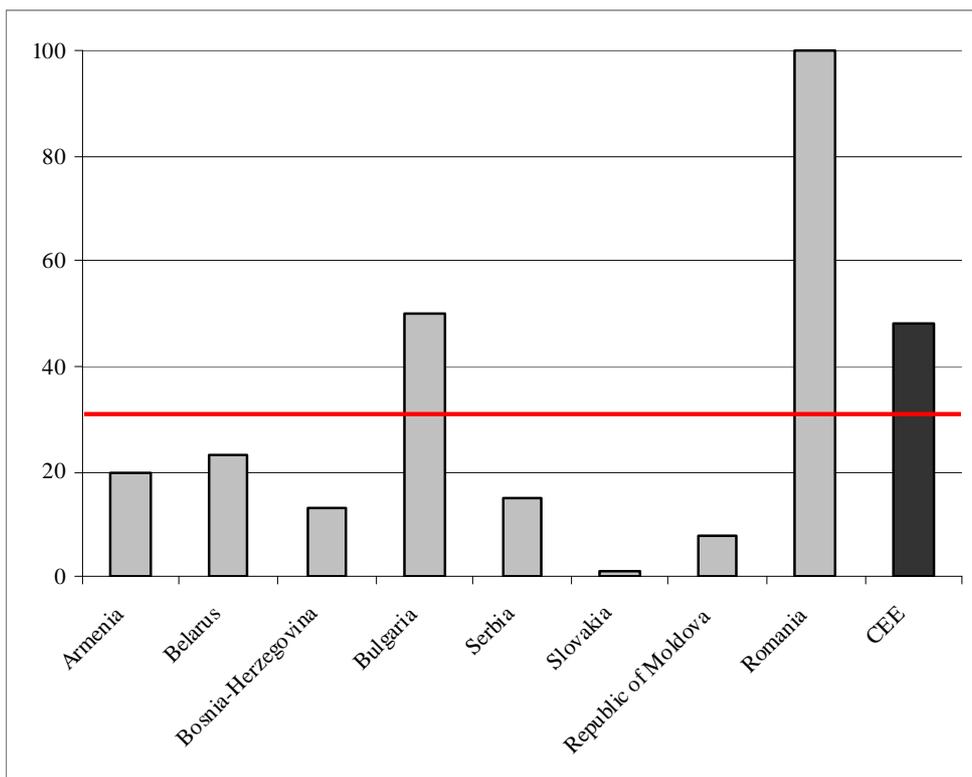


e) *Europe centrale et orientale*

28. En Europe centrale et orientale, 48,4 % de la population est considérée comme informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité. Le seuil fixé a été largement dépassé en Bulgarie et en Roumanie, pays qui ont fait part des taux respectifs de 50 % et 100 % de la population informée. Cependant, ce sont les deux seuls pays de la région à avoir dépassé l'objectif.

Figure 7

Pourcentage de la population informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité (Europe centrale et orientale)



3. Évaluation qualitative

«Les informations relatives aux processus de communication font-elles partie d'une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux?»

(Voir ICCD/CRIC(9)/INF.2, sect. II.C.1, modèle établi pour CONS-O-1.)

29. En Afrique, 19 des 26 pays ayant répondu à cette question ont déclaré disposer d'une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux: 4 en Afrique centrale, 2 en Afrique de l'Est, 5 en Afrique australe, 5 en Afrique de l'Ouest et 3 en Afrique du Nord.

30. En Asie, 20 des 28 pays ayant communiqué l'information agissent dans le cadre d'une stratégie nationale de communication. Il est intéressant de noter que tous les pays d'Asie du Sud-Est ont déclaré disposer d'une telle stratégie et tous les pays d'Asie du Sud n'en avoir aucune.

31. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, 6 seulement des 16 pays ayant communiqué l'information ont dit avoir une stratégie. Aucun pays de la sous-région du cône Sud n'a mis en place de stratégie de communication.

32. Dans la région de la Méditerranée septentrionale, de tous les pays ayant répondu à la question, seule l'Espagne dispose d'une stratégie.

33. En Europe centrale et orientale, près de la moitié des pays disposent d'une stratégie de communication.

C. Pays développés parties

1. Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants

34. Les deux tiers environ des pays développés parties ayant soumis leur rapport ont renseigné ces paramètres. Il ressort clairement que tant le nombre d'activités d'information menées que le nombre de participants sont restés dans l'ensemble constants au cours de la période à l'examen (2008-2009). Il convient de noter que les données varient beaucoup d'un pays à l'autre: aucune activité dans un pays et 325 dans un autre (2009); 100 participants dans un pays et 110 000 dans un autre (2008). Le nombre moyen de participants va de 30 à 700 (2009). Les quatre catégories confondues, c'est la République tchèque qui s'avère le pays développé partie le plus actif.

Tableau 9

Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants (pays développés parties)

	<i>Number of information events 2008</i>	<i>Number of information events 2009</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2008</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2009</i>
Developed country Parties (total)	499	504	164 160	163 779

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

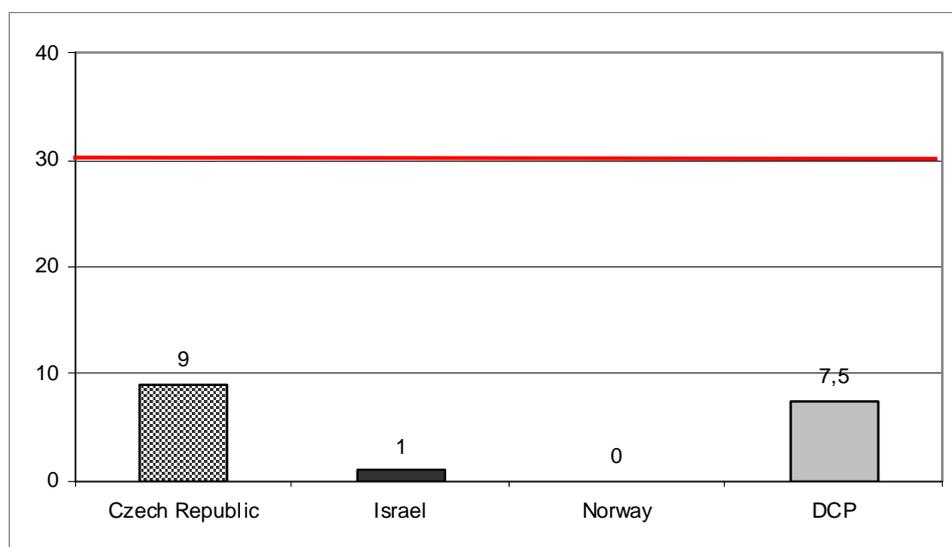
D'ici à 2018, 30 % de la population mondiale sera informée de la DDTS et des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-1, objectif.)

35. Il est difficile d'analyser de façon pertinente ce paramètre, sachant que seulement 3 des 12 pays développés parties ont répondu à cette question, et que les réponses oscillent entre 0 % et 9 %. Mathématiquement, cela représente 7,5 % de l'ensemble de la population de ces pays, valeur non significative statistiquement, donc ne se prêtant pas à une interprétation. Il est intéressant de relever que les pays développés parties, tout en ayant répondu aux autres questions se rapportant à l'indicateur de résultats CONS-O-1, ont rarement communiqué le taux de connaissance de la DDTS et des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité.

Figure 8

Pourcentage de la population informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité (pays développés parties)



36. Toutefois, et compte tenu de ce que les activités d'information menées dans les pays développés parties sont de nature à sensibiliser à la menace de désertification à l'échelle planétaire, on pourrait faire valoir qu'il y a lieu de déployer des efforts supplémentaires dans ces pays pour faire en sorte que la population du pays comprenne l'assistance fournie et y apporte son soutien.

3. Évaluation qualitative

«Les informations relatives aux processus de communication font-elles partie d'une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux?»

(Voir ICCD/CRIC(9)/INF.2, sect. II.C.1, modèle pour l'indicateur CONS-O-1.)

37. Quatre seulement des 12 pays développés parties ont répondu à cette question: 2 par l'affirmative et 2 par la négative.

D. Fonds pour l'environnement mondial

38. À l'issue d'un échange entre son propre secrétariat et le secrétariat de la Convention, le FEM a annoncé qu'en raison de problèmes liés à la collecte et à la disponibilité des données internes, il ne serait pas en mesure de fournir des informations sur tous les indicateurs de résultats. Les éléments dont le FEM a fait part en retour au sujet des contraintes en matière de disponibilité des données seront incluses dans le processus itératif afin que le Fonds puisse fournir les informations pertinentes au Comité au cours des cycles d'établissement de rapports ultérieurs. Cela étant noté, le FEM a toutefois indiqué que,

conformément à l'indicateur de résultats CONS-O-1⁴, un nombre global de 100 000 personnes avaient été atteintes en 2008, ce nombre passant à 161 366 en 2009.

III. Indicateur de résultats CONS-O-3 du résultat 1.3

Nombre d'organisations de la société civile (OSC) et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention.

(Voir CONS-O-3 dans la décision 13/COP.9, annexe III.)

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre d'organisations de la société civile et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention

39. Un nombre très élevé d'organisations de la société civile (OSC) prennent part aux programmes et projets se rapportant à la DDTS, et un nombre bien moindre, et néanmoins assez remarquable, d'institutions scientifiques et technologiques y sont aussi associées, ce qui est encourageant, compte tenu de l'importance de l'approche participative ancrée dans la Convention et des activités que ces organisations mènent à tous les niveaux pour lutter contre la désertification, la sécheresse et la dégradation des terres.

40. Dans le monde, plus de 10 000 organisations de la société civile et plus de 1 600 institutions scientifiques et techniques sont actuellement associées aux activités liées à la DDTS. À l'échelle planétaire, on a enregistré en 2009 une augmentation de 12,7 % du nombre d'OSC par rapport à 2008, début encourageant sur la voie de la réalisation de l'objectif d'une croissance régulière des taux de participation au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie. Si en 2009 le nombre d'institutions scientifiques et technologiques a légèrement baissé par rapport à 2008 (en diminution de 3 %), il n'y a toutefois pas lieu de juger ce résultat décourageant.

41. À l'exception des institutions scientifiques et technologiques d'Europe centrale et orientale, le nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques de l'ensemble des régions a grandi ou est demeuré inchangé au cours de la période à l'examen.

42. Bien entendu, ce sont l'Afrique et l'Asie qui ont fait part du nombre le plus élevé d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques actives. Ces deux régions affichent aussi un nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques en augmentation, marquant un début prometteur sur la voie de la réalisation de l'objectif attaché à cet indicateur.

43. Il est intéressant de relever qu'en Méditerranée septentrionale, il y a plus d'institutions scientifiques et technologiques que d'OSC. De plus, le nombre relativement élevé d'OSC dans les pays développés parties engagés dans des projets et programmes ayant trait à la DDTS est encourageant.

⁴ Décision 13/COP.9, annexe III.

Tableau 10
**Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques associées
à des programmes et projets ayant trait à la DDTS (au plan mondial)**

<i>Region</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD- related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD- related programmes and projects 2009</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD- related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD- related programmes and projects 2009</i>
Africa	3 451	3 870	320	346
Asia	3 164	3 746	649	668
Latin America and the Caribbean	1 784	1 856	337	409
Northern Mediterranean	50	56	67	75
Central and Eastern Europe	168	168	263	81
Developed country Parties	266	315	71	72
Global (total)	8 883	10 011	1 707	1 651

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière de la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-3, objectif.)

44. Il a été demandé aux pays parties si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets liés à la DDTS.

45. Les pays ayant soumis leur rapport ont, à 90 %, répondu à cette question, par l'affirmative pour une grande majorité d'entre eux (70 %). Le nombre relativement peu élevé de réponses négatives dénote que les gouvernements sont parfaitement conscients du rôle important que jouent les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans les processus liés à la Convention. Le fait que les gouvernements consentent de tels efforts pour améliorer la participation de ces organisations et institutions indique qu'il existe de grandes chances de parvenir à l'objectif fixé pour cet indicateur.

Tableau 11
**Initiatives visant à renforcer la participation des organisations de la société civile
et les institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets ayant
trait à la DDTS (au plan mondial)**

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	27	2
Asia	25	1
Latin America and the Caribbean	13	2
Northern Mediterranean	3	2

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Central and Eastern Europe	7	2
Developed country Parties	4	3
Global	79	12

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention

a) Afrique

46. En Afrique, plus de 3 450 OSC et 320 institutions scientifiques et technologiques ont été associées en 2008 aux programmes et projets ayant trait à la DDTS. Les chiffres communiqués montrent une progression entre 2008 et 2009 de 12 % et 8 % respectivement.

47. Si le nombre d'institutions scientifiques et technologiques est demeuré relativement constant dans toutes les autres sous-régions, entre 2008 et 2009, il a presque doublé en Afrique australe avec l'augmentation remarquable enregistrée en Zambie. Le nombre d'OSC associées aux processus liés à la Convention n'a que légèrement augmenté en Afrique de l'Est, du Nord et de l'Ouest, mais il a considérablement augmenté en Afrique centrale (81 %) et en Afrique australe (27 %). Il est intéressant de noter que l'écart dans les nombres d'OSC communiqués à l'échelon des sous-régions est assez réduit, excepté en Afrique de l'Ouest, où le Burkina Faso représente 80 % de l'ensemble des OSC de la sous-région.

Tableau 12

Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques associées à des programmes et projets ayant trait à la DDTS (Afrique)

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>
Central Africa	179	325	49	49
Eastern Africa	93	110	69	72
Northern Africa	126	135	41	42
Southern Africa	238	302	22	37
Western Africa	2 815	2 998	139	146
Africa (total)	3 451	3 870	320	346

b) Asie

48. Une tendance générale à l'augmentation du nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques associées à des programmes et projets ayant trait à la DDTS a été enregistrée en Asie: 18 % pour les OSC et 3 % pour les institutions scientifiques et technologiques.

49. Le nombre d'OSC est élevé dans les pays tels que le Népal et la Mongolie où tant la pauvreté que les effets de la dégradation des terres ont toujours été importants et où la mobilisation de la base en faveur de la gestion locale des ressources naturelles associant les OSC est en place depuis quelque temps déjà. L'augmentation constatée pourrait également

être imputée aux plus grandes possibilités de coopérer et de fonctionner en réseau, allant de pair avec une volonté plus marquée des autorités de travailler en collaboration avec les OSC. En Indonésie, par exemple, le nombre d'OSC engagées dans la lutte contre la DDTS a nettement augmenté, gagnant 40 % en 2009 par rapport à 2008.

50. Dans deux pays seulement le nombre d'OSC engagées dans la lutte contre la DDTS a diminué en 2009 par rapport à 2008. Dans sept pays, le nombre d'institutions scientifiques et technologiques engagées dans la lutte contre la DDTS est supérieur à celui des OSC.

51. De tous les pays parties d'Asie ayant soumis un rapport, c'est le Yémen qui présente le nombre le plus élevé d'OSC engagées dans la lutte contre la DDTS (59 % du nombre total d'OSC engagées dans la lutte contre la DDTS en Asie en 2008, et 55 % en 2009). Ce pays arrive aussi en deuxième position pour ce qui est du nombre d'institutions scientifiques et technologiques engagées dans la lutte contre la DDTS dans les pays parties asiatiques (18 % et 17 % du nombre total de ces institutions scientifiques et technologiques en Asie, en 2008 et 2009 respectivement). C'est la Chine qui a fait part du plus grand nombre d'institutions scientifiques et technologiques menant des initiatives en matière de DDTS en Asie (120 en 2008 comme en 2009).

Tableau 13

Nombre d'initiatives en matière de DDTS menées par des OSC et des institutions scientifiques et technologiques (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>
Central Asia	160	167	101	108
East Asia	154	227	129	129
Pacific	42	45	15	20
South Asia	563	825	43	43
South East Asia	121	122	122	120
West Asia	2 124	2 360	239	248
Asia (total)	3 164	3 746	649	668

c) *Amérique latine et Caraïbes*

52. À l'échelle de l'Amérique latine et des Caraïbes, les données révèlent une légère progression de la participation des OSC entre 2008 et 2009, les taux ayant augmenté de 4 % d'une année sur l'autre. Le nombre d'institutions scientifiques et technologiques engagées a augmenté quant à lui de 21 % au cours de la même période. L'étude des données par pays montre que la Colombie se distingue par l'engagement des OSC (près de la moitié de l'ensemble des OSC de la région se trouvent dans le pays), et Cuba présente le nombre le plus élevé d'institutions scientifiques et technologiques (environ le quart de l'ensemble de ces institutions pour la région).

53. Au niveau infrarégional, la sous-région andine présente de loin le nombre le plus élevé d'OSC associées à des programmes et projets ayant trait à la DDTS; ce nombre a toutefois légèrement baissé entre 2008 et 2009. Dans toutes les autres sous-régions, ce nombre d'OSC a légèrement augmenté. Le nombre d'institutions scientifiques et technologiques associées à des programmes ayant trait à la DDTS a quant à lui augmenté dans toutes les sous-régions, entre 2008 et 2009, à l'exception du cône Sud où il demeuré constant. La sous-région présentant le nombre le plus élevé d'institutions

scientifiques et technologiques est celle des Caraïbes, suivie de près par l'Amérique centrale, où la participation des institutions scientifiques et technologiques a augmenté de 68 % entre 2008 et 2009.

Tableau 14

Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques associées à des programmes et projets ayant trait à la DDTS (Amérique latine et Caraïbes)

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>
Andean	1 037	1 026	86	91
Caribbean	91	136	114	129
Mesoamerica	398	424	76	128
South Cone	258	270	61	61
LAC (total)	1 784	1 856	337	409

d) *Méditerranée septentrionale*

54. Seuls trois pays de la Méditerranée septentrionale ont communiqué le nombre d'OSC associées à des programmes et projets ayant trait à la DDTS, et quatre l'ont fait pour les institutions scientifiques et technologiques. Excepté le Portugal, où les nombres d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques ont augmenté, tous les autres pays ayant soumis un rapport ont fait part de valeurs constantes dans l'ensemble, ce qui explique que les taux à l'échelon de la région n'aient que légèrement progressé en 2009 par rapport à 2008.

Tableau 15

Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques associées à des programmes et projets ayant trait à la DDTS (Méditerranée septentrionale)

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>
NMED (total)	50	56	67	75

e) *Europe centrale et orientale*

55. Les valeurs indiquées pour le nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques associées à des programmes et projets ayant trait à la DDTS en Europe centrale et orientale doivent être interprétées avec prudence, sachant que le pays ayant le plus grand nombre d'OSC en 2008 n'a pas fourni de taux pour 2009. Cela vaut aussi pour les institutions scientifiques et technologiques, même si c'est un autre pays qui n'a pas fourni les valeurs pour les deux années. S'agissant des OSC, cette lacune est comblée dans le montant total par l'augmentation enregistrée dans un autre pays, les valeurs de tous les autres pays étant restées constantes dans l'ensemble. Pour les institutions scientifiques et technologiques, la non-communication d'une valeur par un pays n'a pas été compensée par les valeurs des autres pays, qui ont fait part de taux inchangés. Ceci explique que le montant total indiqué pour les institutions scientifiques et technologiques varie autant entre 2008 et 2009.

56. Les écarts d'une région à l'autre sont très importants: le nombre d'OSC oscille entre 0 et 115 et celui des institutions scientifiques et technologiques entre 5 et 180.

Tableau 16

Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques associées à des programmes et projets ayant trait à la DDTS (Europe centrale et orientale)

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>
CEE (total)	168	168	263	81

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière de la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-3, objectif.)

57. Il a été demandé aux pays si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets liés à la DDTS.

58. Tous les pays d'Afrique ayant soumis leur rapport ont communiqué l'information requise pour ce paramètre, à l'exception d'un pays; 27 ont indiqué que des mesures étaient prises, et 2 ont dit ne prendre aucune mesure. Tous les pays d'Afrique de l'Est, du Nord et de l'Ouest ont déclaré prendre de telles initiatives.

59. En Asie, 2 pays d'Asie centrale n'ont pas communiqué l'information requise. Au total, 25 pays parties sur les 26 restants ont indiqué qu'ils avaient pris des initiatives, contre 1 pays d'Asie centrale ayant indiqué qu'il ne prenait aucune initiative dans ce sens.

60. En Amérique latine et aux Caraïbes, tous les pays sauf 2 ont répondu à la question. Sur 15 pays, 1 pays de la sous-région andine et 1 pays de la sous-région des Caraïbes ont indiqué qu'ils n'avaient pris aucune initiative de cet ordre; tous les autres ont répondu par l'affirmative.

61. En Méditerranée septentrionale, 3 pays ont répondu par l'affirmative et 2 par la négative.

62. En Europe centrale et orientale, 7 pays ont dit avoir pris de telles initiatives et 2 ne pas en avoir pris.

C. Pays développés parties

1. Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention

63. Le nombre d'OSC associées à des programmes et projets liés à la DDTS a augmenté de 18 % entre 2008 et 2009, en grande partie du fait de l'augmentation enregistrée par la France. Le nombre d'institutions scientifiques et technologiques associées est demeuré constant dans tous les pays. Les écarts sont importants d'un pays à l'autre: les valeurs

oscillent entre 1 et 154 OSC (2009) et entre 0 et 28 institutions scientifiques et technologiques (2008). Les nombres les plus élevés d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques actives sont enregistrés en France. Les deux tiers des pays développés parties ayant soumis un rapport ont répondu à ces questions.

Tableau 17

Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques associées aux programmes et projets liés à la DDTS (pays développés parties)

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2008</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2009</i>
DCP (total)	266	315	71	72

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière de la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-3, objectif.)

64. Il a été demandé aux pays si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets liés à la DDTS.

65. Au total, 7 des 12 pays développés parties ont répondu à cette question: 4 par l'affirmative et 3 par la négative.

D. Fonds pour l'environnement mondial

66. Le FEM a déclaré qu'il avait apporté son soutien à 10 institutions scientifiques et technologiques actives dans le monde, en 2008 et en 2009. Là encore, des problèmes de disponibilité des données au niveau de son secrétariat l'empêchaient de fournir des précisions à ce sujet.

E. Mécanisme mondial

67. Les informations complémentaires sur l'engagement des OSC et des institutions scientifiques et technologiques dans les cadres d'investissement intégrés soutenus par le Mécanisme mondial révèlent que 63 OSC ont été associées à ces cadres en 2008, et que ce nombre est passé à 89 en 2009. Pour les institutions scientifiques et technologiques, le nombre a triplé entre 2008 et 2009, passant de 6 à 18. Cette tendance confirme la déclaration faite par le Mécanisme mondial au sujet de la contribution nationale à la réalisation de l'objectif, dans laquelle le Mécanisme dit mettre en place des mesures concrètes en vue d'améliorer la participation des OSC et des institutions scientifiques et technologiques aux cadres d'investissement.

68. Sur la participation des OSC et des institutions scientifiques et technologiques aux réunions officielles tenues au titre de la Convention, le Mécanisme mondial a indiqué qu'il

appuyait la participation d'un représentant d'OSC à la Conférence des Parties en 2009 ainsi que celle d'un représentant d'OSC à une réunion sous-régionale. Les renseignements communiqués par le Mécanisme mondial seront complétés par les informations présentées par le secrétariat dans son rapport à la dixième session du Comité.

IV. Indicateur de résultats CONS-O-4 du résultat 1.3

Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation.

(Voir CONS-O-4 dans décision 13/COP.9, annexe III.)

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation

69. Dans le monde, plus de 33 000 initiatives liées à la DDTS ont été menées en 2008 et 2009 par des OSC, et environ 75 000 initiatives en 2008 et 65 000 en 2009 l'ont été par des institutions scientifiques et technologiques.

70. Explicitement, les pays n'ont pas véritablement progressé sur la voie de la réalisation de l'objectif: le nombre d'initiatives prises en 2009 par les OSC (33 274) est demeuré pratiquement identique à celui de 2008 (33 118), et le nombre d'initiatives prises par les institutions scientifiques et technologiques en 2009 a diminué de près de 10 000 (65 737 en 2009 contre 74 248 en 2008). Toutefois, ces valeurs élevées doivent être interprétées avec prudence compte tenu du risque que des méthodes différentes aient été utilisées pour compter les initiatives. Les valeurs recueillies devraient plutôt permettre de se faire une idée de quelques tendances plausibles.

71. Il convient de souligner, par exemple, qu'à l'échelle planétaire, les OSC sont davantage engagées dans l'éducation formelle et les institutions scientifiques et technologiques dans l'éducation non formelle. Spontanément, on pourrait s'attendre à l'inverse. De plus, il ressort clairement des données sur CONS-O-3 qu'il y a bien plus d'OSC que d'institutions scientifiques et technologiques dans les pays développés parties. Les initiatives en matière d'éducation sont toutefois menées essentiellement par les institutions scientifiques et technologiques.

72. Il est intéressant également de constater que la priorité accordée à certains types d'initiatives en matière d'éducation varie d'une région à l'autre. En Afrique, par exemple, ce sont les initiatives d'éducation non formelle qui prédominent nettement tandis qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce sont les initiatives d'éducation formelle qui sont les plus répandues.

Tableau 18
Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2009</i>
Africa	5 334	5 337	4 453	4 499	294	427	56 500	47 708
Asia	256	335	6 265	6 209	2 169	1 874	2 034	2 401
Latin America and the Caribbean	14 902	14 550	668	2 092	12 249	12 363	241	240
Northern Mediterranean	2	2	9	15	59	57	51	24
Central and Eastern Europe	92	100	32	27	325	331	19	13
Developed country Parties	28	22	77	86	264	255	43	44
Global (total)	20 614	20 346	11 504	12 928	15 360	15 307	58 888	50 430

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-4, objectif.)

73. Il a été demandé aux pays parties si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait pris des mesures concrètes visant à encourager la mise en œuvre par les OSC et institutions scientifiques et technologiques d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation.

74. La grande majorité des pays ayant soumis leur rapport ont répondu à cette question: 69 par l'affirmative et 22 par la négative. Bien entendu, les régions rendant compte du plus grand nombre d'initiatives présentent le taux de réponse affirmative le plus élevé. Il convient de relever une contradiction flagrante: dans les régions qui optent très largement pour l'éducation formelle, les gouvernements ne semblent pas prendre de mesures très déterminées pour encourager la mise en œuvre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation. Une explication possible est que les autorités considèrent déjà que ces initiatives suffisent. Toutefois, à long terme, une telle tendance pourrait bien s'avérer contre-productive dans la perspective de la réalisation d'un objectif qui privilégie la croissance des valeurs déclarées.

Tableau 19

Mesures visant à encourager la mise en œuvre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation par les OSC et institutions scientifiques et technologiques (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	24	5
Asia	25	1
Latin America and the Caribbean	11	5
Northern Mediterranean	3	2
Central and Eastern Europe	5	3
Developed country Parties	1	6
Global	69	22

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation

a) Afrique

75. En Afrique, le nombre d'initiatives d'OSC dans le domaine de l'éducation tant formelle que non formelle n'a pas évolué entre 2008 et 2009. En revanche, le nombre d'initiatives d'institutions scientifiques et technologiques a augmenté de 45 % pour l'éducation formelle et diminué de 16 % pour l'éducation non formelle.

76. En Afrique centrale, une augmentation importante de 136 % a été enregistrée entre 2008 et 2009 pour les initiatives d'OSC dans le domaine de l'éducation non formelle, et de 100 % pour celles des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation formelle et non formelle. En Afrique de l'Est, l'Érythrée a comptabilisé à elle seule près de 5 000 initiatives d'OSC dans le domaine de l'éducation formelle et 55 000 initiatives environ dans le domaine de l'éducation non formelle en 2008 et pratiquement 10 000 de moins l'année suivante. Un nombre tout aussi important d'initiatives d'OSC a été enregistré au Burkina Faso (Afrique de l'Ouest), en particulier dans le domaine de l'éducation non formelle. Cela explique de tels écarts d'une sous-région à l'autre.

Tableau 20

Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (Afrique)

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2009</i>
Central Africa	2	5	70	165	11	22	31	61
Eastern Africa	4 960	4 972	47	60	57	65	55 810	46 855
Northern Africa	19	21	4	4	60	153	80	139
Southern Africa	9	14	89	101	49	54	182	191
Western Africa	344	325	4 243	4 169	117	133	397	462
Africa (total)	5 334	5 337	4 453	4 499	294	427	56 500	47 708

b) *Asie*

77. En Asie, le nombre total d'initiatives liées à la DDTS menées par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation non formelle a été bien supérieur à celui des initiatives menées dans le domaine de l'éducation formelle (80 % contre 20 % en 2009), ce qui dénote l'efficacité des modes non formels d'éducation dans la région.

78. Les données communiquées montrent que les institutions scientifiques et technologiques, qui jusque-là agissaient dans le domaine de l'éducation formelle, tendent de plus en plus à agir dans le cadre de l'éducation non formelle. Parallèlement, les OSC qui, jusqu'à présent, étaient plus actives dans le domaine de l'éducation non formelle, tendent de plus en plus à intervenir dans le domaine de l'éducation formelle, tout en conservant le même niveau d'activité dans le domaine de l'éducation non formelle. Cela dénote bien la volonté des pays parties d'associer à la fois les institutions scientifiques et technologiques et les OSC à l'action de sensibilisation à la DDTS et d'exploiter tous les vecteurs possibles dans les systèmes d'éducation formels et non formels. Il semble bien, donc, que la répartition traditionnelle des responsabilités – éducation formelle confiée au secteur public (institutions scientifiques et technologiques); éducation non formelle confiée aux OSC – tende à disparaître.

79. À l'échelle des pays, si les institutions scientifiques et technologiques du Myanmar ont mené le plus grand nombre d'initiatives dans le domaine de l'éducation non formelle en Asie (84 % du nombre total d'initiatives d'éducation non formelle menées par des institutions scientifiques et technologiques en Asie en 2008, et 75 % en 2009), les institutions scientifiques et technologiques d'Arabie saoudite ont comptabilisé 64 % des initiatives menées en 2008 dans le domaine de l'éducation formelle en Asie, et 51 % de celles menées en 2009 dans la région. Les OSC népalaises ont pris la tête dans le nombre d'initiatives menées en Asie dans le domaine de l'éducation non formelle (93 % du nombre total de ces initiatives en Asie en 2008 et 90 % en 2009). Elles ont également pris la tête dans le nombre d'initiatives menées en Asie dans le domaine de l'éducation formelle (46 % en 2008 et 51 % en 2009).

Tableau 21

Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2009</i>
Central Asia	38	44	58	71	91	97	11	13
East Asia	18	32	45	48	88	95	45	58
Pacific	5	5	7	8	7	7	6	5
South Asia	118	170	5 817	5 619	43	38	13	13
South East Asia	19	19	61	80	62	69	1 772	1 980
West Asia	58	65	277	383	1 878	1 568	187	332
Asia (total)	256	335	6 265	6 209	2 169	1 874	2 034	2 401

c) *Amérique latine et Caraïbes*

80. Les rapports nationaux soumis par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes révèlent une très forte augmentation du nombre d'initiatives menées par des OSC dans le domaine de l'éducation non formelle (23 %) et une légère augmentation du nombre d'initiatives menées par des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation formelle (1 %), alors que le nombre d'initiatives menées par des OSC dans le domaine de l'éducation formelle tend à diminuer légèrement (-2 %), tout comme celui des initiatives menées par des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation non formelle (-0,5 %) au cours de la période considérée.

81. À l'échelon sous-régional, l'Amérique centrale présente de loin le nombre le plus élevé d'initiatives menées par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation formelle, grâce aux activités notifiées par le Honduras. L'Amérique centrale est aussi en tête pour le nombre d'initiatives menées par les OSC dans le domaine de l'éducation non formelle, grâce ici aux activités du Mexique. Le nombre le plus élevé d'initiatives menées par des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation non formelle est relevé dans la sous-région des Caraïbes, grâce aux activités notifiées par Cuba.

Tableau 22

Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (Amérique latine et Caraïbes)

Subregion	Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2008	Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2009	Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2008	Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2009	Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2008	Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2009	Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2008	Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2009
	Andean	2 732	2 403	15	17	1	1	10
Caribbean	0	1	44	42	224	338	169	188
Mesoamerica	12 109	12 069	540	1 934	12 015	12 015	60	40
South Cone	61	77	69	99	9	9	2	2
LAC (total)	14 902	14 550	668	2 092	12 249	12 363	241	240

d) *Méditerranée septentrionale*

82. En Méditerranée septentrionale, les données doivent être interprétées avec prudence, deux pays seulement sur cinq ayant rendu compte de cet indicateur, et ce, pour les institutions scientifiques et technologiques seulement, non pour les OSC. Il convient de noter que la plupart des activités sont menées par des institutions scientifiques et technologiques et non par des OSC, dans le domaine de l'éducation formelle comme dans celui de l'éducation non formelle. Dans deux pays, absolument aucune initiative n'a été menée par les OSC dans le domaine de l'éducation formelle: c'est toutefois dans ces deux mêmes pays que le nombre d'initiatives menées par des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation tant formelle que non formelle est élevé. Le nombre d'initiatives liées à la DDTS menées dans le domaine de l'éducation formelle par des institutions scientifiques et technologiques en Espagne est le plus élevé de la région pour les deux années à l'examen: il atteint 50 initiatives chaque année. Seul un pays, l'Albanie, montre une répartition équilibrée des nombres d'initiatives liées à la DDTS menées par les OSC et par les institutions scientifiques et technologiques dans les domaines de l'éducation formelle et non formelle pour les deux années à l'examen.

Tableau 23

Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (Méditerranée septentrionale)

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2009</i>
NMED (total)	2	2	9	15	59	57	51	24

e) Europe centrale et orientale

83. Les informations communiquées par les pays d'Europe centrale et orientale révèlent une tendance à la hausse du nombre d'activités d'éducation formelle et une tendance à la baisse de celui des activités d'éducation non formelle. Les informations communiquées présentent un caractère très hétérogène: la Serbie annonce un grand nombre d'OSC actives, mais dans d'autres pays, les initiatives de ce type sont très peu nombreuses, voire inexistantes (deux pays ont fait part de l'absence totale d'initiatives par des OSC). La Serbie est le pays le plus actif aussi pour ce qui est du nombre d'initiatives menées par des institutions scientifiques et technologiques (300 les deux années, dans le domaine de l'éducation formelle, et 10 dans le domaine de l'éducation non formelle). Par ailleurs, un pays a fait part de l'absence totale d'initiative d'institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation formelle, et quatre dans celui de l'éducation non formelle.

Tableau 24

Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (Europe centrale et orientale)

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2009</i>
CEE (total)	92	100	32	27	325	331	19	13

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-4, objectif.)

84. Il a été demandé aux pays parties si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait pris des mesures concrètes visant à encourager la mise en œuvre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation par les OSC et institutions scientifiques et technologiques.

85. En Afrique, sur les 29 pays ayant soumis une réponse, 24 ont indiqué disposer de telles initiatives et 5 ont déclaré n'en avoir aucune. La sous-région présentant le plus grand nombre de pays dotés de telles initiatives est l'Afrique centrale. Tous les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest ont fait part de telles initiatives.

86. Deux pays asiatiques n'ont pas renseigné ce paramètre. Sur les 26 pays parties restants, 25 ont répondu par l'affirmative et 1 seul (Asie occidentale) par la négative.

87. En Amérique latine et dans les Caraïbes, sur les 16 pays ayant soumis une réponse, 11 ont fait part d'initiatives de cet ordre et 5 ont déclaré n'en avoir mené aucune. Il n'y a aucune sous-région où chacun des pays la composant mène de telles initiatives.

88. Trois pays de la Méditerranée septentrionale ont fait part de telles initiatives.

89. En Europe centrale et orientale, 5 pays ont fait part de l'existence de telles initiatives, 3 ont indiqué n'en mener aucune, et 1 pays n'a pas répondu à la question.

C. Pays développés parties

1. Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation

90. Seuls 4 des 12 pays développés parties ont répondu intégralement à ces questions; 4 n'y ont répondu que partiellement, et 4 n'ont rien répondu. Un pays a déclaré ne pas avoir du tout d'initiative liée à la DDTS dans le domaine de l'éducation, et un autre n'a fait part en tout et pour tout que d'une activité non formelle menée par une OSC.

91. Tout en faisant preuve d'une certaine prudence dans l'interprétation des données communiquées, on peut observer une légère diminution du nombre d'activités menées par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation formelle, et une légère augmentation du nombre d'activités menées par les OSC dans le domaine de l'éducation non formelle. La République tchèque est, avec l'Allemagne, le pays développé partie le plus actif à cet égard, en particulier pour ce qui est des activités menées par les institutions scientifiques et technologiques.

Tableau 25

Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (pays développés parties)

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs non-formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs formal education 2009</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2008</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs non-formal education 2009</i>
DCP (total)	28	22	77	86	264	255	43	44

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-4, objectif.)

92. Il a été demandé aux pays si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait pris des mesures concrètes visant à encourager la mise en œuvre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation par les OSC et institutions scientifiques et technologiques.

93. Sur les 12 pays développés parties, 7 ont répondu à cette question: 1 seul a répondu par l'affirmative, les 6 autres par la négative.

D. Fonds pour l'environnement mondial

94. Pour cet indicateur de résultats, le FEM n'a fourni aucune information sur le nombre d'initiatives liées à la DDTS entreprises par des OSC et soutenues financièrement par le Fonds, bien qu'il ait déclaré que, dans le monde, il apportait un soutien à trois institutions scientifiques et technologiques actives en 2008 et en 2009 dans le domaine de l'éducation non formelle. Là encore, des problèmes de disponibilité des données au niveau de son secrétariat ont empêché le Fonds de donner plus de précisions.

V. Conclusions

95. **Le quatrième processus de notification et d'examen au titre de la Convention (2010-2011) est le premier à se tenir depuis l'adoption de la Stratégie et à reposer sur des indicateurs quantitatifs et des données comparables. Malgré des écarts prévisibles dans le degré d'exactitude des données et dans leur comparabilité, imputables à la diversité des méthodologies employées par les pays pour collecter l'information, il est possible de dresser un bilan raisonnablement optimiste de la situation en ce qui concerne les résultats enregistrés pour l'objectif opérationnel 1 (Plaidoyer, sensibilisation et éducation).**

96. **À l'échelle mondiale, plus de 25 % de la population est déjà informée de la DDTS ou des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité, résultat très proche de l'objectif fixé de 30 % de la population d'ici à 2018. Ce résultat est d'autant plus remarquable que plus du tiers des pays ayant répondu au questionnaire a déclaré que l'information communiquée ne s'inscrivait pas dans une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux.**

97. **Les écarts d'une région à l'autre sont toutefois importants – entre 7 % et 48 %. On peut comprendre que dans des régions comme l'Amérique latine et les Caraïbes, la Méditerranée septentrionale ou les pays développés parties, les questions de DDTS ne figurent pas en tête des priorités en matière d'environnement. La Stratégie a cependant offert une occasion des plus utiles à cet égard en ne limitant pas l'objet de la connaissance à la DDTS proprement dite mais en l'élargissant aussi aux synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité. Ainsi, les pays ou régions présentant un taux de connaissance relativement faible peuvent agir de façon stratégique et privilégier la sensibilisation aux synergies entre la DDTS et aux questions qui revêtent une très haute importance à leurs yeux, en particulier les changements climatiques.**

98. **Un nombre impressionnant d'activités d'information ont été organisées au cours des deux années à l'examen, et la participation à ces manifestations a été très forte. Plus de 10 000 OSC et 1 600 institutions scientifiques et technologiques sont associées aux projets et programmes se rapportant à la DDTS, ce qui est remarquable compte tenu de ce qu'actuellement environ 900 OSC et institutions scientifiques et technologiques sont accréditées par la Conférence des Parties pour participer aux processus de la Convention. Cela dénote que les alinéas *a* de l'article 3, *d* de l'article 5**

et *f* du paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention, qui soulignent l'importance d'une approche participative dans la mise en œuvre de la Convention, sont considérés comme essentiels à la réussite de cette mise en œuvre. En témoigne aussi le fait que la grande majorité des gouvernements prennent des mesures concrètes en vue d'accroître le nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques associées aux activités en rapport avec la DDTS, y compris celles ayant trait aux cadres d'investissement intégrés.

99. Un nombre considérable aussi d'initiatives sont prises tant par les OSC que par les institutions scientifiques et technologiques en matière d'éducation à la DDTS. Il pourrait être utile, toutefois, de s'efforcer de les repenser en termes d'efficacité, en particulier pour ce qui est des types d'initiatives menées. Les données communiquées par les régions montrent que les initiatives en matière d'éducation non formelle aboutissent à une meilleure connaissance des questions de DDTS que celles menées en matière d'éducation formelle. C'est là une réalité dont les OSC devraient tenir compte dans la conduite de leurs activités futures, les données actuelles montrant que ces organisations sont plus actives dans le secteur de l'éducation formelle. Leur expérience et leur savoir-faire au niveau local pourraient être exploités de façon à développer les activités d'éducation non formelle. Les gouvernements, qui ont massivement fait part de leurs efforts en vue d'associer davantage les OSC et les institutions scientifiques et technologiques aux activités en matière d'éducation se rapportant à la DDTS, pourraient y contribuer et y apporter leur soutien.

100. Enfin, il semble bien que le plaidoyer, la sensibilisation et l'éducation en matière de DDTS offrent une base solide pour d'autres activités au titre de la Convention. Les efforts concertés des gouvernements, de la société civile et des institutions scientifiques et technologiques pourraient bien aboutir à la réalisation de tous les objectifs généraux fixés pour l'objectif opérationnel considéré.

VI. Recommandations

101. Ci-après figurent les premières recommandations que les Parties pourraient examiner à la neuvième session du Comité en tenant compte de l'analyse exposée dans le présent document, le but étant d'engager rapidement des consultations sur des projets de décision qui seraient soumis à la dixième Conférence des Parties, pour examen:

a) Les pays ayant notifié un taux de sensibilisation nationale à la DDTS et à ses synergies inférieur à 5 % sont invités à prendre des mesures pour développer les initiatives en matière de communication et d'éducation afin d'atteindre l'objectif général fixé dans la décision 13/COP.9;

b) Les pays développés parties en particulier sont invités à redoubler d'efforts pour sensibiliser à la DDTS et à ses synergies afin de relever le niveau de compréhension requis pour mettre véritablement en œuvre la Convention et, partant, recueillir un plus grand appui à cet égard;

c) Les Parties sont invitées à étudier les moyens employés pour sensibiliser à la DDTS et à privilégier les modes de communication les plus efficaces afin de toucher un public plus large;

d) Le secrétariat de la Convention et le Mécanisme mondial sont priés de prendre en considération les questions de qualité des données et de méthodologie pour la collecte de l'information afin d'enrichir le processus itératif et si possible

d'améliorer les résultats communiqués par les Parties et autres entités concernées qui soumettent des rapports;

e) Le secrétariat est également prié de poursuivre les consultations avec le FEM en vue de lui permettre de communiquer des informations sur les indicateurs de résultats si nécessaire et dans la mesure où les données sont disponibles au FEM;

f) Le Comité de la science et de la technologie est prié de donner des conseils sur les moyens d'intensifier et d'harmoniser l'action menée en vue d'accroître la participation des institutions scientifiques et technologiques au processus de la Convention;

g) Selon l'approche axée sur les résultats, les organes subsidiaires et les institutions relevant de la Convention sont invités à inscrire dans leurs programmes de travail respectifs pour 2012-2013 l'examen des présentes recommandations, le but étant de fournir aux pays parties touchés l'assistance requise pour atteindre l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie, conformément à leurs mandats respectifs.
